



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 28 janvier 2022

Encore une menace pour la souveraineté alimentaire de la France

Le Gouvernement s'apprête à prendre de nouvelles mesures contraignantes pour les agriculteurs français et leurs fournisseurs sur le stockage d'engrais. La FNSEA, les filières Grandes Cultures, La Coopération Agricole, la Fédération du Négoce agricole, l'AFCOME et l'UNIFA alertent le Premier ministre sur l'absurdité de la situation : un énième arbitrage réglementaire sans fondement scientifique, ni mesure d'impact sur la Ferme France et la souveraineté alimentaire du pays.

Matignon a annoncé la prochaine adoption d'un nouveau cadre réglementaire abaissant drastiquement le seuil de déclaration de stockage d'ammonitrates à haut dosage en vrac et en conditionné à 150 tonnes. L'arbitrage que le Premier ministre s'apprête à prendre n'a aucun sens.

Une décision est prise avant toute étude d'impact, et à l'inverse du bon sens ! Rien que sur le plan logistique, 30 à 50 % des sites de stockage de proximité pourraient fermer et nombre de producteurs relèveraient désormais des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Répondre à cette nouvelle législation nécessitera des investissements supplémentaires conséquents évalués entre 80 et 120.000€ par exploitation agricole.

En matière de sécurité des installations, l'ensemble de la filière a déjà fait des investissements considérables pour se mettre en conformité avec une réglementation sans cesse plus restrictive.

La pandémie COVID a rendu particulièrement difficile les livraisons d'engrais, le nouveau cadre réglementaire rendrait intenable un approvisionnement correct des producteurs qui en ont besoin à l'approche du printemps pour nourrir leurs plantes.

La FNSEA, les filières Grandes Cultures, La Coopération Agricole, la Fédération du Négoce agricole, l'AFCOME et l'UNIFA n'accepteront pas une telle réglementation de nature à aggraver une situation déjà suffisamment compliquée. Le contexte économique et géopolitique international sur les matières premières, l'énergie et les intrants expose la ferme France à une forte insécurité.

Si la France s'obstine à contraindre le monde agricole, c'est sa capacité à nourrir ses citoyens et à assurer sa souveraineté alimentaire qu'elle contraint. C'est un signal extrêmement négatif à l'approche des échéances électorales du printemps.

Contacts :

FNSEA Sabri DERRADJI – 06 21 16 80 84

AGPB Hamza CHEMRAKHI - 01 40 07 34 27

AGPM Anne KETTANEH - 06 83 22 05 01

CGB Carine MEIER - 06 27 05 23 80

FOP Thibaut LEDERMANN - 06 50 69 20 08

FNA Laura TUPINIER – 07 57 10 16 23

UNIFA Marie-Béatrice GARREAU DE MAINVILLIERS - 06 12 06 27 41

LA COOPERATION AGRICOLE Guillaume Le Hoan – 07 62 68 33 63